

Communiqué de presse
Paris, le 10 juin 2026

Au cent quatrième jour de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le Service de la diplomatie publique de l'Ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les éléments suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

À la lumière des développements politiques, militaires, diplomatiques et économiques des deux derniers jours, le Moyen-Orient est entré dans une nouvelle phase de tensions. L'attaque menée par les forces américaines contre certaines zones du sud de l'Iran, sous prétexte de la chute d'un hélicoptère Apache dans l'espace aérien iranien au niveau du détroit d'Ormuz, a suscité une réaction ferme des forces armées de la République islamique d'Iran. Malgré cette escalade, les efforts diplomatiques visant à empêcher une aggravation de la crise se poursuivent. Les positions officielles des principaux acteurs indiquent néanmoins une volonté commune d'éviter une guerre généralisée.

Les plus hauts responsables politiques et diplomatiques iraniens ont mis l'accent sur deux axes principaux : d'une part, la priorité accordée à la diplomatie plutôt qu'à la confrontation militaire ; d'autre part, la pleine disposition de l'Iran à répondre à toute menace ou agression. Les déclarations du président du Parlement, du ministre des Affaires étrangères, du porte-parole du ministère des Affaires étrangères et d'autres responsables montrent que le maintien des canaux diplomatiques ainsi que l'envoi de messages clairs sur le coût de toute nouvelle agression militaire contre l'Iran figurent parmi les priorités de Téhéran.

Parallèlement, la question des activités nucléaires iraniennes et de la réunion du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est devenue l'un des principaux sujets de controverse. Le projet de résolution présenté par les États-Unis et trois pays européens est considéré comme une initiative politique visant à transférer la responsabilité de la crise des agresseurs vers le pays victime de l'agression. Dans cette perspective, les attaques contre les installations nucléaires placées sous garanties internationales devraient être considérées comme la cause première de la crise, et non comme une conséquence des développements actuels.

Sur le plan militaire, la chute d'un hélicoptère Apache américain à proximité du détroit d'Ormuz a servi de point de départ à une nouvelle phase de tensions initiée par les États-Unis. À la suite de cet incident, les forces américaines ont mené des frappes contre certaines zones du sud de l'Iran. Celles-ci ont été suivies, selon les autorités iraniennes, d'une riposte relevant du droit légitime à la défense, visant des objectifs et des bases américaines dans la région. Les communiqués militaires des deux parties montrent que la dynamique d'action-réaction demeure en cours.

Au niveau international, l'administration américaine affirme d'une part son droit de répondre aux attaques visant ses forces, même quand cela se produit sur la base d'une manœuvre sous de faux drapeaux et, d'autre part, continue de se déclarer favorable à la poursuite des négociations avec

l'Iran. Les déclarations de Donald Trump concernant la possibilité de parvenir à un accord dans les prochains jours, ainsi que les informations faisant état d'échanges de nouvelles propositions entre Téhéran et Washington, montrent que les États-Unis restent attachés au maintien de canaux diplomatiques actifs malgré l'intensification des tensions.

L'opinion publique et les médias occidentaux ont également réagi aux récents événements. Les sondages publiés aux États-Unis indiquent une augmentation de l'opposition populaire à l'expansion de la politique de confrontation menée par l'administration américaine. Plusieurs analystes et responsables politiques américains ont mis en garde contre les coûts stratégiques et économiques d'une poursuite des affrontements et l'aventurisme américain dans la région du Golfe persique. À l'inverse, certains médias évoquent la possibilité d'un rapprochement des positions des deux parties en vue d'un nouvel accord politique.

Sur le plan économique, les conséquences les plus visibles de la crise continuent de se manifester sur les marchés de l'énergie. L'augmentation des risques sécuritaires dans le détroit d'Hormuz a entraîné une hausse des prix du pétrole, une augmentation des coûts de l'assurance maritime et des inquiétudes concernant les exportations énergétiques du Golfe persique. Bien qu'aucune perturbation majeure de l'approvisionnement mondial en pétrole et en gaz ne soit observée à ce stade, les marchés demeurent prudents et une part importante des prix actuels reflète la prime de risque géopolitique.

Dans l'ensemble, la situation actuelle peut être décrite comme une combinaison de dissuasion militaire, de pression politique, de confrontation narrative et d'efforts de gestion de crise. D'un côté, les échanges de messages d'avertissement et les opérations militaires réciproques se poursuivent ; de l'autre, les consultations diplomatiques régionales et internationales restent actives afin d'éviter une extension du conflit. L'évolution de la situation dans les prochains jours dépendra principalement du succès ou de l'échec de ces initiatives diplomatiques, de la situation sécuritaire dans le détroit d'Hormuz et de la capacité des différents acteurs à contenir l'escalade.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Mohammad Bagher Ghalibaf, Président du Parlement

Nous préférons le langage de la diplomatie, mais nous parlons bien plus couramment d'autres langages. Rompez vos engagements, et nous reviendrons à celui que nous maîtrisons le mieux.

Vous êtes montés sur un cheval que vous avez vous-mêmes sellé.

Mohammad Bagher Ghalibaf

Cent jours se sont écoulés depuis le jihad d'un peuple qui s'est levé pour préserver l'Iran, notre patrie bien-aimée. Que Dieu vous bénisse, vous qui avez soutenu l'Iran. Vous avez déçu l'ennemi et arraché le pays aux mâchoires de loups féroces qui avaient aiguisé leurs crocs pour soumettre la République islamique d'Iran.

Vive l'Iran, et vive la résistance du grand peuple iranien.



Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères

Les forces étrangères présentes à proximité de notre territoire sont constamment exposées à des risques en raison de leurs propres erreurs humaines, d'accidents ordinaires ou de la possibilité d'être prises dans des tirs croisés.

Pour réduire ce risque, la meilleure solution est qu'elles quittent la région.

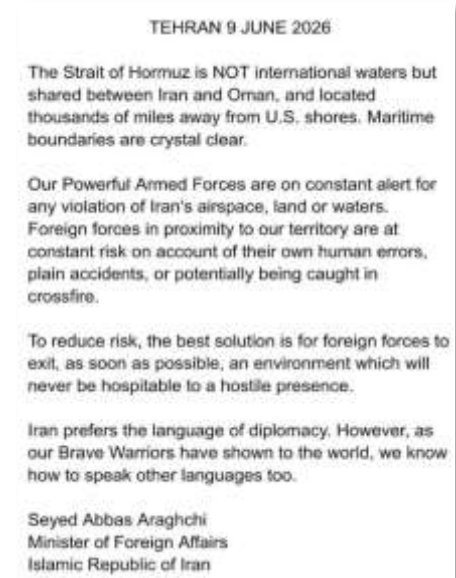
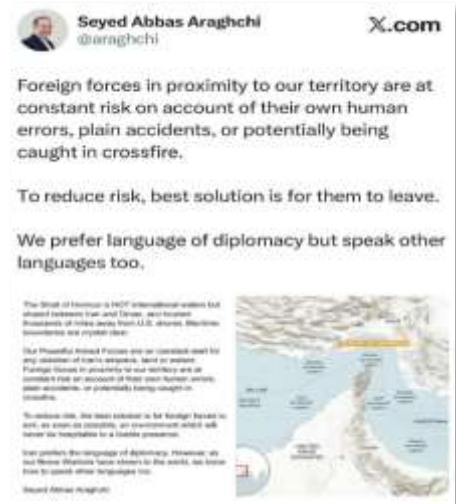
Nous préférons le langage de la diplomatie, mais nous savons nous exprimer dans d'autres types de langages également.

Le détroit d'Ormuz n'est pas une voie maritime internationale ; il est partagé entre l'Iran et Oman et se situe à des milliers de kilomètres des côtes américaines. Les frontières maritimes y sont parfaitement claires et définies.

Nos puissantes forces armées sont en état d'alerte permanent pour faire face à toute violation de l'espace aérien, terrestre ou maritime de l'Iran. Les forces étrangères présentes à proximité de notre territoire sont constamment exposées à des risques en raison de leurs propres erreurs humaines, d'accidents ordinaires ou de la possibilité d'être prises dans des tirs croisés.

Pour réduire ce risque, la meilleure solution est que les forces étrangères quittent la région dans les plus brefs délais ; un environnement qui ne sera jamais accueillant pour une présence hostile.

L'Iran privilégie le langage de la diplomatie. Toutefois, comme nos courageux combattants l'ont démontré au monde, nous connaissons également d'autres langages.



Lettre du ministre des Affaires étrangères aux membres du Conseil des gouverneurs concernant l'action illégale des États-Unis et de trois pays européens contre l'Iran

Les États-Unis sont à l'origine de la crise actuelle et il ne faut pas leur permettre d'utiliser abusivement le Conseil des gouverneurs afin de légitimer leurs actions illégales. Le projet de résolution présenté par Washington est une initiative politique inspirée par la mauvaise foi.

Moins de vingt-quatre heures après l'adoption de la résolution du Conseil des gouverneurs en juin 2025, le régime israélien et les États-Unis ont lancé une attaque illégale contre les installations nucléaires iraniennes placées sous garanties internationales et ont causé la mort d'un grand nombre de citoyens iraniens.

L'Agence est-elle une nouvelle fois destinée à devenir un instrument servant à justifier des agressions contre des installations nucléaires pacifiques ?

Le principal promoteur du projet de résolution est lui-même à l'origine de la crise dont il prétend aujourd'hui assurer le règlement. Les attaques répétées des États-Unis et du régime israélien contre les installations nucléaires pacifiques iraniennes, ainsi que l'assassinat de scientifiques



nucléaires iraniens et de membres de leurs familles depuis juin 2025, constituent des actes odieux et sans précédent dans l'histoire de l'Agence. De telles actions ont de lourdes conséquences pour le droit international, la paix et la sécurité mondiales, le régime de non-prolifération et la mise en œuvre des garanties de l'AIEA.

Le contenu du projet de résolution américain se concentre uniquement sur les conséquences des développements récents et omet délibérément de mentionner les causes et les racines profondes de la situation actuelle. Le vote des États membres influencera non seulement le dossier iranien, mais également la crédibilité, l'indépendance et l'avenir de l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

J'appelle les membres du Conseil des gouverneurs à examiner cette question avec vigilance, impartialité et sens des responsabilités, et à ne pas permettre que l'Agence soit une nouvelle fois transformée en instrument politique au service des États-Unis. Le retrait unilatéral et illégal des États-Unis du Plan d'action global commun (JCPOA) en 2018, les actions militaires menées contre l'Iran en pleine période de négociations diplomatiques ainsi que les attaques massives contre des installations nucléaires placées sous garanties constituent autant de preuves du mépris de Washington pour ses engagements internationaux. J'invite les membres du Conseil à rejeter cette résolution afin d'éviter une aggravation de la situation.

Seyed Abbas Araghchi

Malgré son échec sur le champ de bataille, les États-Unis ont une nouvelle fois décidé de mettre à l'épreuve notre détermination.

Nos puissantes forces armées ne laisseront aucune attaque ni aucune menace sans réponse. Si vous souhaitez être en sécurité, il serait préférable de quitter notre région.

L'histoire du golfe Persique regorge de récits illustrant le destin funeste des agresseurs étrangers.



Esmail Baghaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

Les pièces du puzzle se sont rapidement mises en place ! D'abord, une opération sous faux drapeau a été menée à l'aide d'un drone "Lucas" copié, utilisé pour attaquer l'aéroport de Koweït. Ensuite, cet incident a servi de prétexte pour vendre le système de défense aérienne anti-drones de la société "Pawrus", présenté comme destiné à protéger contre de prétendues attaques iraniennes.

Quelle affaire lucrative !



Esmail Baghaei

(en référence aux déclarations du secrétaire américain au Trésor se félicitant de la confiscation de biens appartenant à l'Iran)

Extrait de **Macbeth** de William Shakespeare:

« Il s'aperçoit à présent que ses honneurs lui vont mal, comme la robe d'un géant sur les épaules d'un voleur nain et misérable. »



Esmail Baghaei

Celui qui utilise le chaos comme une échelle s' imagine qu'il finira par dominer les autres ; pourtant, il sera lui-même le premier esclave du chaos.

Celui qui renie ses engagements, tourne le dos à la paix et cherche son profit à travers la haine, la tromperie et les conflits permanents est condamné à un effort incessant. Il est contraint d'allumer chaque jour un nouveau feu pour maintenir les anciens brasiers en vie.

Un tel individu n'est pas maître de la crise ; il en est dépendant. Or, celui qui dépend d'une crise ne sera jamais véritablement puissant. Les auteurs de troubles sont moins les architectes de leur pouvoir que les prisonniers d'une force maléfique qu'ils ont eux-mêmes libérée ; une force qui finit par ne plus distinguer l'ami de l'ennemi, l'instigateur de la victime.

C'est là que commence leur déchéance finale : au moment où ils réalisent que la force qu'ils avaient créée pour dominer les autres ne leur obéit plus.



Esmail Baghaei

- « Dans notre région, personne ne croit qu'une action du régime sioniste puisse être menée sans coordination ni coopération préalable avec les États-Unis. Aujourd'hui encore, malgré les affirmations des responsables américains, nous savons que le CENTCOM coopère étroitement avec le régime sioniste, tant sur le plan défensif qu'offensif.
- Ce qui importe pour nous, c'est que la responsabilité des États-Unis, en tant que partie à l'accord de cessez-le-feu du 8 avril, est clairement établie. Tout événement survenant dans notre région — que les États-Unis soient eux-mêmes à l'origine d'une violation du cessez-le-feu par des attaques contre des navires commerciaux iraniens ou contre des zones du sud de notre pays, ou que ces actions soient menées par l'intermédiaire du régime sioniste au Liban, ou encore en coordination avec les États-Unis dans notre propre région — engage directement la responsabilité américaine. Les conséquences de toute escalade des tensions incomberont donc aux États-Unis.
- Dès le départ, la raison d'être des négociations était de mettre fin à la guerre imposée à l'Iran par les États-Unis et le régime sioniste. Il avait été clairement établi dès le début, et le médiateur pakistanais l'a rappelé à plusieurs reprises, que la fin de la guerre au Liban faisait partie intégrante du cessez-le-feu. Si le régime sioniste ou l'une des parties concernées, à savoir les États-Unis ou Israël, venait à compromettre l'essence même de ces négociations, le processus diplomatique en serait naturellement affecté.
- L'Agence internationale de l'énergie atomique doit agir de manière responsable. Son directeur général continue de s'obstiner dans une approche profondément inappropriée et non constructive. Il ignore les causes profondes de la situation actuelle et se concentre uniquement sur ses conséquences et ses manifestations. Les États-Unis et le régime sioniste



sont à l'origine de cette situation en raison de leurs attaques contre les installations nucléaires pacifiques iraniennes. L'Agence n'a toujours pas adopté de position responsable à ce sujet et n'a pas condamné ces actes.

- Nous nous considérons comme les amis du Liban et du peuple libanais. Nous estimons que le seul moyen de préserver la sécurité nationale du Liban face au régime israélien d'occupation et d'apartheid est de maintenir l'unité nationale libanaise face aux occupants et aux agresseurs. En tant qu'ami du Liban, nous ne ménagerons aucun effort pour contribuer à la préservation de sa souveraineté nationale et de sa dignité.
- Pour nous, la préservation de la sécurité nationale, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak constitue non seulement un principe juridique et une exigence du bon voisinage, mais également une nécessité pour la sécurité nationale de l'Iran. Nous savons également que les groupes de résistance irakiens, en tant que composante du peuple, de l'État et de la nation irakienne, ont joué un rôle majeur dans la défense de l'Irak contre le terrorisme de Daech et contre les ingérences étrangères. C'est un rôle dont les peuples de l'Irak et de la région se souviendront toujours.
- Le génocide colonial à Gaza se poursuit. L'indifférence et l'inaction des pays européens face à ce qui s'est produit à Gaza ont encouragé le régime sioniste, qui a ensuite cherché à reproduire ces pratiques au Liban et poursuit désormais cette même logique dans d'autres pays de la région. Tous devraient s'inquiéter du risque d'extension du conflit. Le seul moyen d'y faire face est que tous les États et tous les pays qui se réclament de l'État de droit et du respect du droit international agissent de manière responsable vis-à-vis du régime sioniste et des États-Unis.
- L'Agence doit demander des comptes aux États-Unis et au régime sioniste pour leurs attaques contre les installations nucléaires iraniennes, qui constituent des actes totalement illégaux et criminels. L'Iran est partie au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et a toujours respecté les obligations qui lui incombent en vertu de ce traité. »

Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales

Kazem Gharibabadi, vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales

Le projet de résolution anti-iranien présenté par les États-Unis et trois pays européens au Conseil des gouverneurs constitue une tentative dangereuse de blanchir et d'effacer la responsabilité des agresseurs et des auteurs de crimes.

Comme l'attestent les documents de l'Agence, les attaques du régime sioniste et des États-Unis contre les installations nucléaires iraniennes ont interrompu les activités de vérification et conduit au retrait des inspecteurs de l'AIEA d'Iran pour des raisons de sécurité. Aujourd'hui, les États-Unis cherchent à transformer les conséquences de leur propre attaque illégale en un dossier dirigé contre la République islamique d'Iran.

Il s'agit d'une inversion des responsabilités : ils prennent pour cible des installations placées sous garanties, compromettent la sûreté nucléaire et les possibilités de vérification, puis utilisent le Conseil des gouverneurs pour faire pression sur l'Iran.

Le Conseil des gouverneurs ne doit pas devenir un instrument servant à blanchir une agression militaire et à transférer le coût de celle-ci au pays victime. Les attaques contre des installations placées sous la supervision de l'Agence ainsi que les entraves au processus de vérification



devraient relever de la responsabilité internationale de leurs auteurs, et non servir de fondement à l'adoption d'une résolution contre le pays qui en a été la victime.

Le système des garanties ne se renforce pas par l'adoption de résolutions. Il se renforce par la condamnation des attaques contre les installations placées sous garanties, par le respect des droits des États membres, par la mise en cause des agresseurs militaires et par le retour de l'Agence à une approche technique, impartiale et professionnelle.

Déclaration du ministère des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran

Aux premières minutes de la matinée du mercredi 10 juin 2026, le régime américain, sous le prétexte de la chute d'un hélicoptère Apache de son armée au-dessus du détroit d'Ormuz dans la nuit de lundi, a mené des attaques brutales contre plusieurs zones du sud du pays.

Ces attaques constituent une violation flagrante de la Charte des Nations unies, en particulier du paragraphe 4 de l'article 2, ainsi que du principe fondamental de l'interdiction du recours à la force dans les relations internationales. Par ces actes d'agression, les dirigeants américains ont une nouvelle fois révélé leur nature belliqueuse et criminelle.

En réponse à l'agression militaire américaine contre l'Iran et à la violation manifeste de sa souveraineté nationale et de son intégrité territoriale, les puissantes forces armées de la République islamique d'Iran ont exercé leur droit inhérent à la légitime défense en infligeant de lourds dommages aux bases et aux moyens américains dans la région qui avaient servi de point de départ à ces attaques.

Tout en condamnant fermement ce crime américain, le ministère des Affaires étrangères rappelle une nouvelle fois la responsabilité juridique et morale de tous les pays de la région, en particulier ceux situés sur la rive sud du golfe Persique, afin d'empêcher toute utilisation de leur territoire et de leurs installations par l'armée américaine et le régime sioniste pour organiser, exécuter ou soutenir des actes d'agression contre l'Iran.

Le ministère avertit également que la République islamique d'Iran n'hésitera pas à exercer son droit légitime à la défense, notamment en prenant pour cible les points de départ des attaques ainsi que les bases et infrastructures logistiques utilisées pour l'exécution et le soutien d'opérations agressives contre son territoire.

Le ministère des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran rappelle également la responsabilité des Nations unies, en particulier du Conseil de sécurité et du Secrétaire général, dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales ainsi que dans la mise en cause des parties agresseuses.

Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès des Nations unies

Aucun pays n'a été privé de ses droits légitimes autant que l'Iran et n'a été la cible d'agressions criminelles à travers des attaques militaires contre ses installations nucléaires pacifiques.

L'évolution significative de la situation résultant des hostilités militaires a affecté de nombreux aspects de l'application des garanties, notamment les modalités de conduite des activités de vérification.



Une fois les conditions de guerre terminées, les conditions nécessaires à la reprise des activités de vérification relevant des garanties de l'Agence seront réunies.

Quartier général central Khatam al-Anbiya (PSL)

En réponse à l'agression de l'armée américaine qualifiée de terroriste contre certaines régions du sud du pays, sous le prétexte fallacieux de la chute de son hélicoptère, plusieurs bases américaines dans la région ont été prises pour cible par une puissante offensive menée par l'armée de la République islamique d'Iran et les combattants du Corps des gardiens de la révolution islamique.

L'armée criminelle américaine doit savoir qu'en cas de nouvelle agression contre la République islamique d'Iran, des frappes plus massives et plus étendues seront menées contre la liste des objectifs préalablement identifiés dans la région.

Aux premières heures de ce matin, le régime belliciste américain a attaqué, sous des prétextes fallacieux, plusieurs points situés à Jask, Sirik et Qeshm. Ces frappes ont endommagé une tour de télécommunications à Sirik et détruit deux réservoirs d'eau dans le secteur de Bamani de ce district.

En réponse à cet acte hostile, les combattants de la marine du Corps des gardiens de la révolution ont lancé à 2 h 30 du matin une attaque de drones contre la Cinquième flotte américaine basée à Bahreïn ainsi que contre la base d'Ali Al Salem au Koweït.

Les affrontements se poursuivent et les courageux défenseurs de la nation iranienne continuent de répondre aux agressions de l'ennemi. Si ces actes hostiles se poursuivent, des réponses encore plus sévères seront apportées.



Relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI)

À la suite de l'opération réussie de la marine du Corps des gardiens de la révolution, qui a frappé 21 objectifs situés dans des bases aériennes et navales américaines de la région et abattu un drone MQ-9 dans le ciel du district de Jam, et compte tenu de la poursuite des actes hostiles de l'ennemi dans le cadre de l'escalade en cours, les forces de l'Islam et les courageux combattants de la force aérospatiale des Gardiens de la révolution ont frappé et détruit, à l'aide de missiles à combustible solide de longue portée, quatre objectifs stratégiques.



Parmi ces cibles figuraient notamment des hangars abritant des chasseurs F-35 sur une base aérienne ainsi qu'un centre de commandement et de contrôle de l'armée américaine à Al-Azraq, en Jordanie.

Nos forces sont prêtes à répondre de manière ferme et décisive à toute nouvelle agression de l'ennemi. Les conséquences de toute nouvelle attaque incomberont entièrement à la partie américaine.

Armée de la République islamique d'Iran

À la suite des actions hostiles de l'ennemi américain, l'armée de la République islamique d'Iran a lancé une vague d'attaques de drones contre des bases américaines ainsi que contre les systèmes radar de la Cinquième flotte des États-Unis à Bahreïn.



2. Actions contribuant à l'escalade des tensions

Donald Trump

Notre grande armée m'a informé que les Iraniens ont abattu hier soir l'un de nos hélicoptères Apache les plus sophistiqués alors qu'il effectuait une patrouille au-dessus du détroit d'Ormuz.

Deux pilotes étaient impliqués dans cet incident et tous deux sont sains et saufs, sans aucune blessure.

Néanmoins, les États-Unis doivent répondre à cette attaque. Merci de votre attention sur cette question.



CENTCOM

Les forces du Commandement central des États-Unis (CENTCOM) ont lancé aujourd'hui à 17 heures (heure de l'Est des États-Unis), sur ordre du commandant en chef, des frappes défensives contre l'Iran.

Cette action a été menée en réponse à l'abattage d'un hélicoptère Apache de l'armée américaine la veille.

Cette opération constitue une réponse proportionnée à ce qui est qualifié d'"agression non provoquée de l'Iran".



Hamzeh Pour, directeur général de la Compagnie des eaux et de l'assainissement de la province d'Hormozgan

Les forces américaines ont pris pour cible, par des frappes de missiles, des infrastructures vitales de distribution d'eau dans le district de Sirik.

Les installations touchées comprenaient un réservoir de 500 mètres cubes et un autre de 2 000 mètres cubes, qui jouaient un rôle essentiel dans l'approvisionnement en eau potable de cette région.

Les équipes opérationnelles et de gestion de crise de la compagnie des eaux s'efforcent actuellement de mettre en place des solutions alternatives afin d'assurer un approvisionnement durable en eau.



Zohran Mamdani, maire de New York

La délivrance d'un visa d'une seule journée à une équipe (l'Iran) pour participer à la Coupe du monde est contraire à l'esprit même de cette compétition.

Alors même que la Coupe du monde n'a pas encore commencé, l'organisation américaine est déjà remise en question en raison des obstacles administratifs et des traitements jugés humiliants. Cette question est devenue l'un des principaux sujets de controverse autour du tournoi.



3. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, la désinformation et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

CNN

Donald Trump affirme qu'un accord avec l'Iran pourrait être conclu dans un délai de "deux à trois jours". Ce n'est pas la première fois que l'administration Trump annonce la conclusion imminente d'un accord avec l'Iran.

Au cours des deux derniers mois, Donald Trump a formulé au moins 37 déclarations laissant entendre qu'un accord avec l'Iran était proche.

Il semble penser que la répétition constante de cette affirmation finira par la transformer en réalité.



Akayla Gardner

À propos de l'Iran, Trump a déclaré à la chaîne ABC :

"Quelqu'un devra reconstruire toutes ces infrastructures : de nouveaux ponts, de nouvelles installations, de nouvelles centrales électriques... On parle d'un coût d'environ mille milliards de dollars, peut-être même davantage.

C'est probablement pour cette raison que nous participerons à la reconstruction.

Mais nous prendrons la moitié de leur pétrole."



Bernie Sanders, sénateur américain

Le peuple américain ne souhaite pas que Washington fournisse une aide militaire supplémentaire à Israël.



Daniel Davis Deep Dive (analyste politique américain)

Réagissant aux déclarations d'un sénateur affirmant que l'Iran s'était affaibli :

« Vous pouvez vous mentir à vous-même toute la journée, mais la réalité est que l'Iran est aujourd'hui plus fort qu'avant cette guerre et que les États-Unis ont payé un prix élevé.

Au lieu de reconnaître un échec, vous cherchez à le présenter comme un succès. Mais ce récit artificiel ne pourra pas durer longtemps.



4. Couverture médiatique et analyses des centres de recherche concernant les développements en cours

Site d'analyse The Conversation

L'Iran avait prolongé la crise des otages de 1979 afin d'humilier les États-Unis. Téhéran a joué un rôle clé dans la défaite de Jimmy Carter face à Ronald Reagan lors de l'élection présidentielle américaine de 1980. Les autorités iraniennes n'avaient libéré les 52 otages restants que quelques minutes après la cérémonie d'investiture de Ronald Reagan en janvier 1981.



L'impasse actuelle avec l'Iran n'existe que depuis une centaine de jours, mais il semble que Téhéran soit désormais prêt à adopter une stratégie similaire afin de punir Donald Trump et Benyamin Netanyahu pour l'attaque menée contre l'Iran.

Sondages des instituts YouGov, Ipsos, Rasmussen et New York Times/Siena College

Le niveau d'opposition de l'opinion publique est nettement supérieur au niveau de soutien.

Le soutien à la guerre se situe généralement entre 28 % et 40 %, tandis que l'opposition varie entre 51 % et 64 %.



Haaretz

La leçon que le président américain a tirée de la "guerre" de vingt-quatre heures est que, pour parvenir à un accord avec l'Iran, Israël doit être contenu au Liban.

Le bref échange d'"attaques" entre l'Iran et Israël a conduit Donald Trump à comprendre que les Iraniens étaient sérieux au sujet du Liban.



5. Situation du marché de l'énergie et conséquences de la crise régionale

Évolution du marché mondial de l'énergie au cours des deux derniers jours

Au cours des deux derniers jours, le marché mondial de l'énergie est entré dans une nouvelle phase d'instabilité sous l'effet de l'aggravation des tensions géopolitiques dans le golfe Persique et des informations contradictoires concernant les affrontements entre l'Iran, les États-Unis et Israël. La principale source d'inquiétude pour les opérateurs demeure l'augmentation des risques sécuritaires dans la zone du détroit d'Ormuz.

Sur le marché pétrolier, la première réaction des investisseurs a été une hausse des achats de précaution. Les contrats à terme sur le Brent et le West Texas Intermediate (WTI) ont enregistré une progression significative dans les premières heures qui ont suivi la diffusion des informations relatives aux tensions. Bien qu'une partie de cette hausse ait ensuite été corrigée, le marché continue d'intégrer une « prime de risque géopolitique » dans les prix. Cela signifie que même en l'absence de perturbation réelle de l'offre, les craintes liées à une éventuelle crise contribuent à maintenir les prix à un niveau élevé.

Le secteur du transport maritime a également réagi rapidement. Les compagnies d'assurance maritime ont relevé les primes appliquées aux navires transitant par le golfe Persique et la mer d'Oman, tandis que certains armateurs de pétroliers ont exigé des surprimes liées aux risques de guerre. Cette évolution a entraîné une hausse des coûts de transport du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel liquéfié, exerçant ainsi une pression supplémentaire sur la chaîne d'approvisionnement énergétique mondiale.

Dans le secteur du gaz naturel, les marchés européens suivent les développements régionaux avec une attention accrue. Bien qu'une grande partie du gaz importé par l'Europe ne provienne pas du golfe Persique, le Qatar joue un rôle essentiel dans l'équilibre du marché mondial en tant que l'un des principaux exportateurs de GNL. Les inquiétudes liées à une éventuelle perturbation des exportations de gaz naturel liquéfié ont favorisé des achats de précaution et une hausse relative des prix du gaz sur les marchés européens.

Un autre développement notable réside dans l'augmentation de la demande pour les actifs refuges parallèlement à la hausse des prix de l'énergie. Les investisseurs internationaux ont réorienté une partie de leurs capitaux vers l'or et les obligations souveraines. Ce comportement traduit généralement une inquiétude quant à une éventuelle aggravation de la crise et à ses conséquences sur la croissance économique mondiale, un facteur susceptible d'affecter également la consommation d'énergie à moyen terme.

Du côté de l'offre, les principaux producteurs membres de l'OPEP+ ont jusqu'à présent évité toute réaction précipitée. Les principaux pays producteurs de pétrole de la région s'efforcent de préserver une image de normalité dans les flux d'exportation afin d'éviter une aggravation des inquiétudes du marché. Néanmoins, de nombreux opérateurs estiment qu'en cas de poursuite des tensions, les capacités de production excédentaires de certains membres de l'OPEP+ pourraient être mobilisées pour stabiliser les marchés.

Le marché des produits pétroliers raffinés montre également des signes de nervosité croissante. Les marges de raffinage ont augmenté dans certaines régions et les prix des carburants destinés aux transports, notamment le kérosène et le gazole, ont été affectés par les inquiétudes concernant l'approvisionnement. Les compagnies aériennes et les entreprises de transport maritime figurent parmi les premiers secteurs à ressentir l'impact de la hausse des coûts énergétiques.

Dans l'ensemble, les développements des deux derniers jours montrent que le marché de l'énergie n'est pas encore confronté à une véritable pénurie d'offre, mais que le niveau de risque géopolitique a sensiblement augmenté. L'évolution des prix dans les prochains jours dépendra principalement de la sécurité du détroit d'Ormuz, de la situation des infrastructures énergétiques régionales, de la possibilité de nouvelles frappes de représailles et de l'attitude des grandes puissances. Tant que les perspectives concernant les tensions resteront incertaines, il est probable que la forte volatilité et la sensibilité extrême des marchés de l'énergie aux développements politiques se maintiennent.

6. Efforts diplomatiques

Félicitations du ministre iranien des Affaires étrangères au Premier ministre arménien

Je félicite le Premier ministre arménien, M. Nikol Pachinian, ainsi que le parti qu'il dirige pour leur victoire et pour la tenue réussie des élections législatives en Arménie.

Nous nous réjouissons de la perspective favorable qui s'ouvre pour la poursuite d'une coopération constructive visant à renforcer la dynamique positive qui caractérise les relations entre l'Iran et l'Arménie.



Entretien téléphonique du ministre iranien des Affaires étrangères avec ses homologues turc et saoudien

M. Hakan Fidan et le prince Fayçal ben Farhane, ministres des Affaires étrangères de la Turquie et de l'Arabie saoudite, se sont entretenus séparément par téléphone avec M. Seyed Abbas Araghchi afin d'examiner les derniers développements régionaux à la suite des attaques américaines qualifiées d'agressives contre plusieurs zones du sud de l'Iran.

Au cours de ces échanges, le ministre iranien des Affaires étrangères a condamné l'agression militaire américaine ainsi



que la violation de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de l'Iran. Il a également souligné le droit inhérent à la légitime défense, justifiant la réponse des puissantes forces armées iraniennes face à ces actions.

7. Participation massive et continue de la population

Birjand



Téhéran (Shahran)



Kermanshah



**Service de la diplomatie publique
Ambassade de la République islamique d'Iran en France**

